Le timbre-poste, vitrine et reflet de la politique de l'État algérien de 1962 à 1995

Jalila Zaoug

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8209>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 235-248

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Jalila Zaoug, « Le timbre-poste, vitrine et reflet de la politique de l'État algérien de 1962 à 1995 », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 91 | 2015, mis en ligne le 01 juin 2016, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8209>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Le timbre-poste, vitrine et reflet de la politique de l'État algérien de 1962 à 1995

Jalila Zaoug

- 1 Dans le cadre d'un travail universitaire sur les représentations de l'Algérie indépendante¹, il est apparu opportun de s'intéresser au cas du timbre-poste, image dont l'État possède le monopole d'émission. Celui-ci décide du nombre de vignettes créées chaque année, de leur valeur faciale, de leur tirage, mais aussi de leur sujet. Il utilise un système de signes et d'emblèmes, dont les fonctions sont d'« identifier le pouvoir politique dont il[s] émane[nt] en le distinguant des pouvoirs étrangers ou des pouvoirs antérieurs abolis »², de « traduire clairement les principes dont se réclame le pouvoir » et de « produire sur le spectateur un effet favorable »³. Les timbres, reflets des changements et des luttes politiques, sont un support privilégié de mise en scène politique, dont la marque est visible par des expressions symboliques fortes.
- 2 Après l'indépendance, la production de vignettes en Algérie explose. Elle passe de 158 timbres émis entre 1926 et 1961 à 709 entre 1962 et 1995, avec, en parallèle, une forte diversification des sujets proposés. Après plus de 130 années de présence française, les dirigeants de l'Algérie indépendante doivent s'imposer, affirmer leur légitimité, faire oublier la parenthèse coloniale. Et le timbre, si petit soit-il, permet à la jeune République algérienne d'exprimer, à loisir, ses orientations idéologiques, de promouvoir son programme politique tout en exaltant ses réussites afin de prouver le bien-fondé de son action. L'introduction de *L'Algérie à travers le timbre*, ouvrage édité par le ministère de l'Information en 1984, l'assure : l'État algérien, loin de voir le timbre comme « le moyen d'une propagande au service du pouvoir »⁴, affirme au contraire le traiter simplement « comme le livre, le théâtre ou le cinéma »⁵. Mais, quelques lignes plus loin, il est énoncé que « la philatélie, à l'instar des autres activités culturelles, est assez conséquente avec la politique, l'idéologie et les options fondamentales du pays » et qu'« elle constitue un support appréciable de transmission des messages »⁶.

- 3 Dans ce cas, comment les timbres ont-ils traduit les choix politiques de l'Algérie ? Quels sujets furent particulièrement privilégiés par les différents gouvernements s'étant succédé entre 1962 et 1995 ?
- 4 Les réponses à ces questions tiennent en trois axes principaux. Tout d'abord, le régime vante ses mesures en faveur du développement et ses succès sur le plan économique et social ; il promeut ensuite une culture nationale reconstituée ; enfin, il affirme sa place dans le concert des nations.

L'idéologie du développement à l'œuvre dans les timbres-poste

- 5 Ce thème se retrouve abordé par 20 % des 709 timbres composant le corpus d'étude⁷. Il reflète les préoccupations du jeune État algérien pour lequel construire une économie moderne est une nécessité vitale au sortir de la colonisation.

Ahmed Ben Bella

- 6 Sous Ahmed Ben Bella, les vignettes valorisent un modèle de développement fondé tant sur l'agriculture que sur l'industrie. En 1964, un timbre intitulé « Agriculture »⁸ (YT, 389) immortalise deux paysans labourant leur champ sur des tracteurs ; trois autres vignettes abordent en complément l'industrie (YT, 392), la mécanique (YT, 390) et l'automation (YT, 391) avec des personnages au travail ; un autre encore reproduit l'usine de liquéfaction de gaz d'Arzew (YT, 402). Ce thème du développement économique apparaît aussi fortement sur les vignettes « Anniversaire de l'Indépendance », (YT, 379) publiée en 1963, et « Foire d'Alger » (YT, 401) émise en 1964. Ces deux exemples figurent un épi de blé, une roue dentée, des vannes et une tour de forage, incarnations nationales et internationales des transformations techniques et économiques du pays⁹. Jusqu'au coup d'État de Houari Boumediene, la production philatélique donne à voir, de manière bilingue, la course à la croissance sans toutefois porter de message idéologique puisqu'aucune référence n'est faite au socialisme ou à l'autogestion, pourtant fers de lance de la politique de Ben Bella. Seul le nom du pays rappelle que l'Algérie est une « République démocratique et populaire ».

Houari Boumediene

- 7 Le changement intervenu au sommet de l'État le 19 juin 1965 permet une clarification des messages portés par les timbres. C'est l'âge d'or de la propagande en faveur du modèle des « industries industrialisantes »¹⁰ et de la révolution agraire¹¹ adoptés par le pays.
- 8 La première série célébrant l'industrialisation, intitulée « Réalisations nationales », date de 1968 et insiste sur l'importance des ressources naturelles du pays avec notamment la vignette intitulée « Mines » (YT, 481) qui traduit la récupération des richesses du sous-sol à l'image des mines de l'Ouenza opérée en 1966, nécessaire à l'alimentation de la croissance économique. Cette image d'un pays industriel, et les symboles s'y référant, se retrouve également dans une publication consacrée au « Service national » (YT, 567) émis en 1973 ainsi que dans celle dédiée à la « Sûreté

nationale » (YT, 613) commercialisée à partir de 1975. En dehors de ces quelques illustrations, l'importance accordée au déploiement des industries lourdes, censées jouer un rôle moteur pour le reste de l'économie, demeure très limitée.

- 9 La planification de l'économie, quant à elle, est présentée à travers une série de trois timbres en 1970 et une autre en 1974. Elles mettent en scène de grands projets. La première vignette (YT, 506) représente un barrage, un champ de blé stylisé et un homme sur un tracteur qui se dirige vers un soleil rayonnant, promesse d'avenir prospère¹². La deuxième (YT, 507) rassemble les infrastructures dont le pays est censé se doter au terme du premier plan quadriennal (1970-1973) : un port et un cargo, une tour hertzienne, des immeubles, une route et un camion, un pont, un train, une ligne à haute tension, un barrage et un avion. La troisième (YT, 508) campe une ligne à haute tension, une route, une usine et une torche, figurant l'exploitation des hydrocarbures. Prolongeant cette dynamique, le timbre (YT, 582) célébrant le second plan quadriennal (1974-1977) reprend tous ces symboles en mettant en scène des travailleurs (ouvriers, scientifiques) traduisant la participation de tous les Algériens, selon leurs moyens, au redressement du pays¹³ sous le regard bienveillant d'un couple en vêtements traditionnels, installé au premier plan.
- 10 À l'inverse, l'agriculture fait l'objet d'une importante présence iconographique. Les productions nationales : agrumes (YT, 514), raisin (YT, 516) et olives (YT, 517) sont vantées à l'occasion de l'exposition universelle d'Osaka ou de l'année oléicole mondiale en 1970. Dépassant la simple énonciation des richesses agricoles, c'est surtout la révolution agraire, engagée fin 1971, véritable réforme structurelle de la possession de la terre et de ses mises en valeur, qui est glorifiée, illustrant l'idéologie appliquée au pays. Le timbre « Révolution agraire »¹⁴ (YT, 573) utilise la technique de l'avant-après pour incarner le changement radical visé par cette réforme : la partie gauche évoque une masure perdue dans un paysage de collines arides et grisâtres, sans présence humaine, tandis que la partie droite, plus large, figure, dans des couleurs pastel, un couple et une fillette contemplant un village pimpant, devant lequel s'étalent des champs labourés, des vergers. Tout concourt à faire passer ce message simple : la révolution agraire doit apporter bonheur et prospérité au peuple, heureux de continuer à vivre à la campagne, évitant ainsi l'exode rural et les bidonvilles en périphérie des grandes villes. La troisième phase de la révolution agraire, qui avait pour but de restaurer le pastoralisme¹⁵, est évoquée en 1976, avec un timbre (YT, 645) qui représente une tête de mouton au-dessus d'un village et d'un soleil levant. L'année suivante, une vignette (YT, 675) fait l'apologie des villages socialistes agricoles, résultat de l'opération lancée au début de la décennie : elle met l'accent sur les principes égalitaristes et communautaires qui président à leur organisation, en représentant des petites maisons identiques et alignées, ainsi que des bâtiments publics. Socialisme, oui, mais associé à l'islam : une mosquée figure au second plan. La modernité est apportée par un tracteur surdimensionné occupant le premier plan.
- 11 L'équipement de l'Algérie en infrastructures modernes est régulièrement célébré, quant à lui, au rythme des grands chantiers comme le « Barrage de Djorf Torba » (YT, 488) dans le département de la Saoura, dont la vignette est émise en 1969. Cet ouvrage hydraulique devait permettre de domestiquer l'oued Guir, assurant ainsi la protection des palmeraies et l'irrigation d'une plus grande partie de la plaine d'Abadla. La même année, l'ouverture du tronçon de route reliant El Golea à Timimoun (YT, 489) utilise le contraste entre le camion roulant sur la bande de bitume et la caravane de

dromadaires, qui évolue en sens inverse, pour mettre en exergue l'évolution des transports¹⁶. En 1970, l'inauguration du Palais des expositions d'Alger (YT, 524), en 1972 celle du « Stade olympique de Cheraga » (YT, 554) ou encore celle du « Barrage vert présaharien » en 1976 (YT, 651) puis de la route transsaharienne en 1978 (YT, 692) donnent lieu à des tirages conséquents pour célébrer la marche en avant du pays vers la modernisation¹⁷.

Chadli Bendjedid et ses successeurs

- 12 Les années 1980 amorcent un tournant. Les allusions au socialisme se font plus discrètes, pour ne pas dire inexistantes. Le changement de management économique est évoqué par un timbre de 1988 qui promeut l'« autonomie de l'entreprise publique économique » ; l'image reprend les symboles habituels, soleil, usine, emblème du FLN. De même, le thème de l'agriculture, cher au gouvernement précédent, se trouve désormais traité sans épaisseur idéologique. Ce secteur reste néanmoins un sujet important, puisqu'il représente, à lui seul, un quart des timbres consacrés au développement économique entre 1979 et 1995. Cela reflète la politique de Chadli Bendjedid et de ses successeurs, qui prennent des mesures d'amélioration des conditions de vie rurales face à la désertion inquiétante des campagnes, et tentent de remédier à la crise alimentaire latente en essayant de stimuler la production agricole¹⁸. L'État valorise son action entre 1987 et 1989 : lutte contre la désertification (YT, 912) ou le criquet pèlerin (YT, 953) lac artificiel créé par le barrage de Kerrada (YT, 909), système d'irrigation mobile dans le Sahara (YT, 949), opérations de reboisement (YT, 912) – qui exprime l'intérêt de la République pour l'agriculture saharienne, pressentie comme un remède aux difficultés de celle du Nord après la découverte de ressources hydrauliques dans la région.
- 13 Les infrastructures sont toujours autant présentes. En 1987 : autoroute et train des hauts plateaux (YT 914 et 915) ; en 1989 : habitat collectif dans la série « Réalisations nationales » (YT, 942) malgré une grave crise du logement¹⁹, série « Aéroports algériens » représentant ceux d'Oran, Tébessa et Tamanrasset (YT, 947, 948 et 949). Le rôle des hydrocarbures dans l'économie est évoqué de façon beaucoup plus claire : anniversaire de l'OPEP en 1980 (YT, 716 et 717), 1985 (YT, 845) et 1990 (YT, 983), trentième anniversaire de la Sonatrach en 1993 (YT, 1056). On peut avancer l'hypothèse que, la crise du pétrole s'aggravant et venant tarir la manne dont bénéficiait le pays depuis l'indépendance, le régime veuille réaffirmer sa puissance dans ce secteur. La crise est perceptible à travers le timbre de 1990 « Utilisation rationnelle de l'énergie » (YT, 972) qui incite à ne pas gaspiller cette ressource précieuse. En parallèle, au cours des années 1980, la prise de conscience des problèmes écologiques progresse dans de nombreux pays et l'Algérie n'est pas en reste. Des séries sur la préservation des espèces protégées sont émises en 1981, 1982, 1985, 1988 et 1992. La Journée mondiale de l'arbre (YT, 779) fait l'objet d'un timbre en 1983. La lutte contre la pollution de l'air et de l'eau n'est abordée, elle, qu'en 1995 (YT, 1091 et 1092).
- 14 Toute la période 1962-1995 présente un point commun : l'État doit apparaître comme soucieux du bien-être de la population. Les timbres sur la santé et la solidarité se multiplient dès l'indépendance : « Croissant-Rouge » en 1967 et 1971 (YT, 446 et 536), « réinsertion des aveugles » en 1976 (YT, 649), « sécurité routière » en 1978 (YT, 684), « prise en charge des personnes handicapées » en 1981 et 1986 (YT, 738, 739 et 867),

« don du sang » en 1986 (YT, 874), enfin « vaccination » en 1987 (YT, 895). La fréquence des vignettes sur la tuberculose (six entre 1974 et 1990) révèle le problème que constitue encore cette maladie. Certaines images sont de vrais supports pédagogiques, comme ce timbre de 1978 (YT, 690) qui représente une famille pauvre accueillant le père sortant du cabinet du médecin, et légendé « Traitement régulier-guérison assurée ». Ces timbres rappellent les images coloniales de la « mission civilisatrice » mettant en scène des missionnaires inculquant aux autochtones les bases de l'hygiène ou des médecins vaccinant les enfants dans les villages. Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Francis Delabarre, auteurs d'*Images d'empire*²⁰, ont fait apparaître une certaine continuité entre les photographies coloniales et celles utilisées par certains pays après leur indépendance, continuité que l'on peut retrouver également dans les timbres. Les mêmes thèmes sont repris et développés avec une patine socialiste. Les vignettes de l'Algérie indépendante jouent beaucoup sur la dialectique passé/présent, très utilisée par les images coloniales pour souligner les réalisations de la France. Un discours stéréotypé sur la mise en valeur persiste donc toujours dans les anciens pays colonisés, à travers une idéologie du progrès. Si cette continuité est probablement involontaire, l'État algérien utilise en revanche les timbres dans un but tout à fait conscient. Présenter les « réalisations nationales » et autres « acquis de la Révolution » est un moyen de légitimer sa politique en même temps que de la faire connaître.

La promotion d'une culture nationale

- 15 Ce deuxième axe de la politique algérienne, qui représente environ 30 % du corpus²¹, inclut la politique éducative, qui fait partie intégrante de la « révolution culturelle ». À l'indépendance, les dirigeants affirmèrent la nécessité d'opérer une « décolonisation culturelle », matérialisée par la « révolution culturelle » lancée au début des années 1970 et qui, malgré l'absence de participation populaire, fit l'objet d'une communication considérable. Elle caressait plusieurs objectifs : la scolarisation des jeunes, l'alphabétisation des masses, la démocratisation de l'université, le développement de la recherche scientifique, l'arabisation et la redécouverte de la culture algérienne²² ante coloniale. Les productions philatéliques embrassent donc tous ces domaines.
- 16 L'éducation au sens large est illustrée par 15 vignettes. La lutte contre l'analphabétisme, problème qui touche la très grande majorité des Algériens en 1962, fait l'objet de deux timbres en 1966 (YT, 422 et 423). Ils associent les symboles du livre ouvert, de l'épi de blé et de la roue dentée, avec la légende « Alphabétisation, condition de développement » et comportent aussi le logo de l'Unesco, sous l'égide duquel un projet pilote pour l'alphabétisation a été mis en place dans le pays. Vingt-deux ans plus tard, un nouveau timbre (YT, 932) est émis pour la Journée de l'alphabétisation. Il figure une mappemonde et un crayon écrivant « lis » sur un cahier. L'éducation proprement dite est présente sur toute la période avec deux timbres en 1970 (YT, 525 et 526), un en 1981 (YT, 734) célébrant la création de l'école fondamentale²³ et encore un dernier en 1995 (YT, 1095). Sur cette période, la représentation change, passant de messages très idéologiques en rapport avec le développement, dans les années 1970, à des messages plus neutres (des enfants sur les bancs de l'école) dans les années 1990.
- 17 L'enseignement supérieur, malgré l'importance qui lui est accordée en raison du déficit de cadres algériens à l'indépendance, n'est illustré que par un unique timbre, en 1971,

avec la création des IUT (YT, 535). L'université n'est pas du tout évoquée jusqu'en 1987, en dépit de la construction des campus d'Oran et Constantine au milieu des années 1980. Mais, entre 1987 et 1990, sept timbres concernent l'enseignement supérieur, dont les principaux représentent les universités d'Alger, d'Oran et de Constantine (YT, 917, 918 et 919) en 1987, puis en 1989 l'École normale supérieure d'Ouargla (YT, 950). Enfin, en 1990, une vignette légendée « Insertion de la jeunesse » (YT, 980) présente des jeunes exerçant diverses professions, avec le territoire algérien en toile de fond. Une autre, « Promotion de la jeunesse » (YT, 981), laisse entrevoir des silhouettes de jeunes diplômés au moment où le chômage touche une grande partie des jeunes en quête d'un premier emploi, l'État faisant ainsi passer le message qu'il se préoccupe de ce problème en développant l'offre éducative supérieure.

- 18 Ces images d'un peuple studieux sont renforcées par des timbres tels que ceux émis pour la « Journée de la science », ou « du savoir ». Les timbres de 1979 et 1981 représentent, par exemple, les *cheikhs* Ben Badis (YT, 700), fondateur de l'Association des Oulémas (la Journée du savoir, le 16 avril, est célébrée en son honneur), et Mohamed Bachir El Ibrahimi (YT, 735), ancien président de ce mouvement et père d'Ahmed Taleb Ibrahimi²⁴, ministre de l'Éducation de Boumediene. Les deux hommes, considérés comme les pères du nationalisme algérien et bénéficiant, de ce fait, d'un ascendant important, sont présentés tenant un livre ou posant devant une bibliothèque. Hommes de culture et défenseurs d'une Algérie arabe et musulmane, ils avaient fondé un réseau éducatif et culturel considérable, composé de 181 écoles et 58 médersas en 1954. Commémorer ces personnalités est donc un moyen de légitimer la politique éducative de l'État, en la plaçant sous le « patronage » de ces héros intellectuels de la nation.
- 19 Le deuxième axe de la « révolution culturelle » fut l'arabisation. Cette politique prenait sa source dans le mouvement national. Après de nombreux débats sur le statut des différentes langues coexistant en Algérie (arabe, français et berbère principalement), Messali Hadj, en 1949, trancha en faveur de l'arabe comme langue unique des Algériens. Par la suite, les constitutions de 1963, 1976 et 1988 l'imposèrent comme langue officielle et nationale²⁵. Dès 1963, l'arabisation s'affirma progressivement dans l'enseignement primaire et secondaire, puis dans l'enseignement supérieur avec les filières littéraires. Si le bilinguisme subsista dans certains domaines, c'était uniquement, selon Taleb Ibrahimi, farouche partisan de l'arabisation, parce que le français était nécessaire comme « fenêtre sur la civilisation technicienne en attendant que l'arabe s'adapte au monde moderne et que l'Algérie forme ses propres cadres arabisants »²⁶. Cette volonté d'imposer l'arabe comme langue unique afin de retrouver la « personnalité » de l'Algérie (une personnalité strictement arabo-musulmane²⁷) se reflète dans la production philatélique. Jusqu'en 1969, les timbres demeurent pour la plupart bilingues : sont écrits en français les mots « Algérie », « postes » et les légendes (exceptées celles des timbres commémorant l'indépendance). À partir de 1970, ils portent encore le nom « Algérie » en français, mais « postes » n'est écrit qu'en arabe ; les légendes, quant à elles, sont toujours exprimées dans les deux langues. En 1971, le mouvement s'accroît, les légendes n'étant bilingues que sur les timbres susceptibles d'être achetés par des collectionneurs étrangers : folklore, faune, flore. Ce changement est-il dû au conflit qui oppose alors la France à l'Algérie après la nationalisation des hydrocarbures cette année-là ? La politique d'arabisation se serait-elle accélérée pour montrer à l'ancien colonisateur que la lutte continuait sur le plan culturel ? Toujours est-il qu'en 1973, les légendes redeviennent bilingues sur de nombreux timbres, y

compris ceux à caractère politique ; il semble que les nécessités de la propagande justifient quelques menues entorses à l'arabisation. Enfin, à partir de 1979, tous les timbres, hormis ceux sur la faune et la flore, sont libellés en arabe. Cette arabisation presque totale des vignettes coïncide à peu près avec celle, en 1977, des billets de banque. Seul le mot « Algérie » est toujours écrit dans les deux langues, en application du règlement de l'Union postale universelle, qui impose à tous ses membres d'écrire leur nom en caractères latins sur leurs timbres.

- 20 Dernier volet de la « révolution culturelle », la volonté de redécouverte et de renaissance du patrimoine national est particulièrement présente dans le corpus. En moyenne, sur la période, un quart des timbres est consacré à ce thème. Le discours officiel sur la révolution culturelle incluait un objectif de démocratisation de la culture, de « mise à portée des masses les plus grands chefs-d'œuvre de la culture nationale et du patrimoine universel »²⁸.
- 21 L'accent est clairement mis sur la civilisation musulmane, dont traitent 52 % des timbres « patrimoine ». Viennent ensuite la région du Tassili avec ses peintures rupestres (22 %), la période romaine marquée par ses mosaïques ou ses vestiges (16 %) et les civilisations berbères préislamiques (10 %). Lorsqu'ils portent sur l'héritage musulman, les timbres campent des mosquées, mais aussi des mosaïques des palais du bey à Constantine ou du dey d'Alger, des motifs architecturaux, des objets (armes du XVIII^e siècle, dinanderie du XVII^e, orfèvrerie des XVIII^e et XIX^e siècles), des reproductions de bateaux des XVII^e et XVIII^e siècles, des pièces de monnaie almohades, almoravides ou zianides... Ces timbres reflètent l'action des autorités en matière de patrimoine : instance de classement de la Kalaa des Beni Hammad (YT, 442), de la mosquée de Sidi Okba (YT, 529), création du musée saharien de Ouargla (YT, 656)... Le Mzab, classé en 1969 à l'inventaire de l'Unesco, fait l'objet de deux timbres intitulés « Vallée du Mzab, partie du patrimoine mondial » (YT, 826 et 827).
- 22 À l'issue d'une conférence, en 1972, Taleb Ibrahimy déclarait que s'il n'avait « évoqué que des monuments musulmans, c'est que la mise en valeur du patrimoine pendant la colonisation a été essentiellement centrée sur la période romaine. [...] Cela admis, nos chercheurs devraient se concentrer tout particulièrement à la mise en valeur de la période musulmane »²⁹. Cette focalisation sur le patrimoine arabo-musulman participe de la volonté de se décoloniser culturellement ; il s'agit de faire (re)découvrir aux Algériens la richesse de la civilisation dont ils sont issus, après l'« œuvre de dépersonnalisation » entreprise par la France³⁰.
- 23 Outre le patrimoine historique proprement dit, les timbres « culturels » abordent, pour 39 % d'entre eux, les arts « populaires » ou « traditionnels ». Dix-huit séries de timbres sont éditées entre 1965 et 1995, présentées par grand type d'artisanat (instruments de musique, tapisserie, broderie, tissage, bijoux, poterie, orfèvrerie) ou par région (Sahara, Grande Kabylie, Atlas saharien). Cette forte présence des arts traditionnels se retrouve au Maroc mais beaucoup moins en Tunisie. L'artisanat est en effet un secteur important, tant pour son rôle économique direct que pour ce qu'il apporte en termes d'image de marque et de tourisme. La grande quantité de timbres sur l'artisanat reflète l'intérêt dont il a fait l'objet dès l'indépendance. En 1963, un Bureau national d'artisanat traditionnel fut créé. Le premier plan quadriennal (1970-1973) prévoyait des programmes de formation et d'investissements en faveur de ce secteur. La société nationale des industries traditionnelles, créée en 1971, œuvra avec le Centre de recherches anthropologiques et des études de préhistoire, l'Office national des études

historiques et l'École nationale des beaux-arts : ainsi, à partir de photos et d'archives, la production du tapis algérois, disparue depuis des décennies, fut relancée, tout comme celle du tapis du Hoggar. Cette politique en faveur de l'artisanat avait des objectifs économiques (en assurant des revenus complémentaires aux familles rurales et en faisant connaître ces produits à l'étranger), mais participait aussi d'une volonté de retour aux sources l'artisanat incarnant un des aspects de l'« authenticité » algérienne. Ces timbres sur l'artisanat, comme les séries sur les costumes traditionnels (dans les années 1970) et les danses populaires (dans les années 1980-1990), rendent compte de l'intérêt de l'État pour la culture populaire, l'objectif étant de recréer une culture nationale débarrassée de la macule coloniale. Mais elles cachent la suspicion du régime envers certaines de ces expressions populaires (le raï, par exemple) et traduisent la réalité du vide culturel qui règne dans le pays.

- 24 Enfin, le troisième point de la politique de renaissance culturelle est la promotion d'une école artistique nationale. Alors que certaines expressions artistiques sont délaissées (cinéma, sculpture, musique), la peinture est sans aucun doute le domaine le plus abordé. L'État favorise certains artistes³¹, d'autres en sont au contraire complètement absents. C'est notamment vrai dans le cadre des timbres-poste. Quelques noms reviennent très fréquemment : Bachir Yelles³², Mohamed Temmam, Mohamed Racim, Samson, Étienne Dinet. D'autres sont présents, mais avec des fréquences plus rares : Issiakhem, Baya, Souhila Belbahar. Cette liste et cette hiérarchisation sont tout à fait significatives des options esthétiques de l'État algérien, du moins jusqu'en 1988. Bachir Yelles, qui réalisa plus d'une quarantaine de timbres jusqu'au début des années 1980, fut directeur de l'École nationale des beaux-arts d'Alger ; c'est un peintre « officiel », auteur d'ailleurs de nombreuses fresques murales. Son style figuratif, proche du réalisme socialiste, et son engagement en faveur des orientations du régime en firent une gloire incontournable de la philatélie algérienne.
- 25 Mohamed Temmam compte également une quarantaine de timbres à son actif. En 1963, il fut l'un des premiers membres de l'Union nationale des arts plastiques (devenue rapidement un groupe d'« artistes de cour »). Il enseigna à l'École nationale des beaux-arts d'Alger avant de devenir conservateur du musée des Antiquités classiques et musulmanes. Ses timbres s'intéressent souvent au patrimoine populaire, mais il en a aussi réalisé dans un style proche de celui de la miniature, sa formation initiale. Temmam, lui aussi, avait tout pour séduire le régime ; l'ouvrage *Musées d'Algérie* en fait d'ailleurs un portrait élogieux, affirmant par exemple que « dans la miniature de Temmam se retrouvent les aspects authentiques de la civilisation maghrébine »³³.
- 26 Ismaïl Samson, auteur d'une dizaine de timbres dans un style tantôt figuratif, tantôt abstrait, peut être classé parmi les artistes « politiques ». Quant à Mohamed Racim et Étienne Dinet, consacrés « peintres nationaux », leurs œuvres illustrent un certain nombre de timbres. François Pouillon³⁴ a montré comment ces deux artistes ont été récupérés par le régime de Boumediene, à l'initiative de Taleb Ibrahimi, et élevés au rang de précurseurs de la peinture nationale. Leur réhabilitation s'est faite « en marge du mouvement de l'art »³⁵, pour des raisons politiques, et répondait au besoin de « sélectionner une imagerie à proposer au public comme représentation véridique de la société »³⁶. Or leurs œuvres correspondaient aux critères du ministère de la Culture : une esthétique figurative et traditionnelle, la représentation d'une société lisse et idéale. La biographie de Racim a été polie pour le laver de toute accusation de

collaboration avec la France ; quant à Dinét, sa conversion à l'islam suffisait à le couper du monde colonial et à en faire un militant nationaliste, ce qu'il n'a jamais été.

- 27 À l'inverse, certains peintres renommés apparaissent peu dans le corpus. C'est le cas d'Issiakhem (quatre timbres entre 1969 et 1987). Nadira Laggoune avance l'hypothèse que le style torturé de cet artiste mondialement reconnu ne correspondait pas à l'image de la société que l'on souhaitait promouvoir³⁷. En outre, l'homme, alcoolique, communiste, athée et provocateur, était trop marginal pour faire l'objet d'une consécration officielle, du moins de son vivant. Ainsi en allait-il des œuvres de Baya qui ne servirent qu'à illustrer trois timbres, en dépit de sa reconnaissance internationale. Pour expliquer cette faible représentation, on peut avancer trois hypothèses : sa reconnaissance devait beaucoup trop à la France et à Aimé Maeght ; il était peut-être délicat de promouvoir une femme comme maître de la peinture nationale ; son art naïf était considéré comme un art de seconde zone. Mais le grand oublié de la philatélie algérienne est sans doute Mohamed Khadda. Son appartenance au Parti communiste, son esprit critique, son refus de subordonner l'art à la politique, son travail sur le signe de l'écriture arabe, jugé trop abstrait, trop moderne, incompréhensible par les masses, ont sans doute fait obstacle à une pleine reconnaissance officielle. Aucun timbre ne porte ses œuvres, pas même après sa mort en 1991.
- 28 Ceci est symptomatique du rôle assigné par les dirigeants algériens à la culture, considérée comme indissociable de la politique. Les timbres reflètent donc leur conception de la révolution, qui est « tout autant la destruction du colonialisme que la restauration, la récupération d'un héritage »³⁸.

L'affirmation d'une stature internationale

- 29 Les rapports de l'Algérie avec les pays étrangers représentent environ 27 % du corpus sous Ben Bella³⁹, 26 % sous Boumediene, 16 % sous Chadli et 12 % entre 1992 et 1995. Ces proportions reflètent l'importance de la politique internationale dans les années 1960-1970, au moment du grand dessein tiers-mondiste de Boumediene. Dans leur immense majorité (62 %), ces timbres mettent à l'honneur des institutions (ONU, Croix-Rouge, OMS, Unicef, OIT) ou des manifestations internationales (journées mondiales, campagnes de l'Unesco). Parmi eux, 55 % concernent le développement, 35 % le sport et 10 % la culture. Afficher son appartenance aux grandes organisations, c'était affirmer autant son indépendance que sa place sur la scène internationale. Ces timbres donnaient aussi de l'Algérie l'image d'un pays humaniste, porteur de valeurs positives (antiracisme, solidarité, droits de l'Homme...).
- 30 Le sport, comme dans tous les pays, est le sujet d'une assez grande quantité de publications (36 entre 1962 et 1995) : jeux Olympiques, Coupes du monde... Les événements sportifs internationaux constituent un des lieux de cristallisation du nationalisme ; le timbre est un média parmi d'autres utilisé pour exalter ce sentiment, pour souder la nation. Mais les silences sont parfois aussi marquants que les célébrations : ainsi, aucun timbre n'est émis pour les JO de Montréal en 1976. Une absence qui reflète le boycott organisé par les pays africains (hormis la Côte d'Ivoire et le Sénégal) pour protester contre la non-exclusion par le CIO de la Nouvelle-Zélande, qui avait disputé un match de rugby contre l'Afrique du Sud seulement quelques semaines après le massacre de Soweto.

- 31 Cette solidarité avec les peuples opprimés est clairement affirmée jusqu'en 1990. L'Algérie, forte de l'aura que lui procure sa longue guerre d'indépendance, cherche à s'imposer en tant que leader du tiers-monde, et défend les mouvements indépendantistes, révolutionnaires, ou les jeunes pays ayant instauré des régimes de type socialiste (Angola, Zimbabwe). À l'inverse, elle s'insurge contre certains régimes répressifs, colonialistes ou ségrégationnistes. Ainsi, deux vignettes sont émises en solidarité avec la population noire d'Afrique du Sud en 1974 et 1988 (YT, 585 et 934). En 1977, un timbre intitulé « Solidarité avec le peuple de Zimbabwe » (YT, 661) représente le drapeau des guérilleros flottant au-dessus d'hommes armés en uniformes. Le pays s'appelant encore officiellement Rhodésie, utiliser le nom Zimbabwe est une façon de s'associer à la lutte des indépendantistes contre le système ségrégationniste instauré par la minorité blanche. Cette même année, une seconde vignette clame le soutien à la guérilla de la *South West Africa People's Organization* contre l'Afrique du Sud, avec la légende « Solidarité avec le peuple de Namibie » (YT, 662).
- 32 On célèbre aussi l'indépendance de pays amis, comme l'Angola, « Solidarité avec la République populaire d'Angola » en 1976 (YT, 640), ou celle de la Namibie en 1990 (YT, 985). Ces timbres réunissent une série de clichés de l'imagerie politique : le poing levé, la couleur rouge, le fusil brandi, les chaînes brisées, la colombe de la paix ; ainsi que la carte du territoire et le drapeau, symboles de la nation.
- 33 L'Algérie s'engage aussi aux côtés du Front Polisario dans le conflit du Sahara occidental : en 1976 (YT, 641), au moment où ce dernier, ayant refusé la partition entre le Maroc et la Mauritanie prévue par les accords de Madrid, proclame l'indépendance de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Une vignette rend compte du territoire revendiqué par le mouvement, met en exergue le drapeau de la RASD aux côtés d'un enfant vêtu de haillons. Cet être misérable inspire la compassion et laisse entendre qu'Alger défend cette cause par humanisme et non par intérêt stratégique. La vignette est émise un an après la Marche verte lancée par Hassan II pour occuper le Sahara occidental ; en ouvrant un catalogue philatélique, on assiste d'ailleurs à une petite guerre par timbres interposés. Le Maroc émit deux timbres (YT Maroc, 744A et 745) en 1975 puis célébra en 1976 le « Premier anniversaire de la Marche verte » (YT Maroc, 779), avant de le faire chaque année.
- 34 En Asie, le Vietnam du Nord est un des pays que l'Algérie soutient pour des raisons idéologiques, comme le montre la vignette de 1973 intitulée « hommage au peuple vietnamien » (YT, 562). Elle comporte la date du retrait des forces américaines, le 27 janvier 1973, ainsi que la carte d'un Vietnam unifié, avec Hanoï comme capitale ; or la réunification du Vietnam n'eut lieu qu'en 1976. Là encore, le message est clair : l'Algérie soutient le régime communiste du Nord dans sa lutte pour conquérir le Sud. La présence du portrait de Hô Chi Minh, mort en 1969, constitue un hommage au fondateur de l'Union intercoloniale – dont fit partie l'Étoile nord-africaine –, au vainqueur de Dîen Biên Phu, qui a inspiré les instigateurs de l'insurrection du 1^{er} novembre 1954 en démontrant la possibilité d'une victoire par les armes, ainsi qu'à l'instaurateur du communisme au Vietnam.
- 35 Mais la grande cause soutenue par l'Algérie est celle du peuple palestinien, qui associe la lutte contre une occupation, une dépossession et la solidarité panarabe. Quatre timbres y sont consacrés. Le premier commémore en 1966, pour son dix-huitième anniversaire, le massacre de Deir Yassin (YT, 430) : l'image représente le territoire palestinien en blanc et des personnages épouvantés, sur fond rouge. Dix ans plus tard,

en 1976, une nouvelle vignette figure le territoire, sur lequel est planté le drapeau palestinien (YT, 647)⁴⁰. Sur ces deux images, le territoire est celui de la Palestine sous mandat britannique, ce qui marque une non-reconnaissance d'Israël accentuée par la représentation du drapeau palestinien sur la carte. En 1982, année de l'invasion du Liban par Israël et des massacres de Sabra et Chatila, pour la journée de solidarité avec le peuple palestinien, un timbre légendé « Enfant palestinien » (YT, 771) met en valeur, sur un fond aux couleurs de la Palestine, le visage désespéré d'un petit garçon, comme ceint d'une auréole, symbole d'un peuple martyr. Enfin, une vignette de 1990, sobrement légendée « *Intifada* » (YT, 990), met en scène des enfants avec, en arrière-plan, le Dôme du rocher. On retrouve dans ce timbre nombre de symboles : le drapeau, le keffieh, l'*Intifada*, Jérusalem, le « V » de la victoire. L'enfant rappelle aussi que ce peuple est en devenir (la propagande palestinienne insiste souvent sur l'importance de la jeunesse) et que les tentatives de le faire disparaître sont vaines. Ces timbres sont donc particulièrement chargés en symboles. Ils témoignent de l'engagement ferme et univoque de l'Algérie.

- 36 Enfin, de nombreux timbres renvoient à la vocation « maghrébine, arabe et africaine » de la RADP, affirmée dès 1962 : Journée de l'Afrique en 1964 (YT, 386), Organisation de l'unité africaine en 1973 (YT, 572), la Banque africaine de développement en 1969 et 1989 (YT, 499 et 970), mais aussi les manifestations panafricaines accueillies par l'Algérie (Festival culturel panafricain en 1969 – YT, 498, la Foire commerciale panafricaine en 1976 – YT, 648 – ou les Jeux africains en 1978 – YT 685 à 689). Une manière pour le pays d'affirmer sa place au sein du continent. Environ 9 % des timbres traitent de l'appartenance du pays au monde arabe (Ligue arabe, congrès des médecins arabes, de l'Union postale arabe, festival de la jeunesse arabe...).
- 37 Certaines options du pays en matière internationale sont donc clairement exprimées. Alger affirme son choix du non-alignement avec le timbre de 1973 célébrant la quatrième conférence des pays non-alignés qu'elle accueille (YT, 576). Celle-ci, qui s'est tenue à Alger, donnait au pays le rôle que Boumediene recherchait sur la scène internationale. Mais les images renvoient un reflet un peu biaisé des relations de l'Algérie avec le reste du monde. Certes, son appartenance au mouvement des non-alignés, à l'Afrique et au monde arabe, ainsi que sa volonté d'y tenir un rôle de premier plan sont explicites ; mais ses rapports avec certains pays, qu'ils soient d'entraide ou conflictuels, transparaissent peu, voire nullement. Le fait que pratiquement aucune allusion ne soit faite à l'URSS (on peut toutefois citer le timbre commémorant le centenaire de la naissance de Lénine en 1970) ou aux pays occidentaux témoigne peut-être d'une volonté d'afficher nettement son non-alignement. L'engagement iconographique traduit clairement les choix géopolitiques, diplomatiques et culturels du pays.
- 38 Au terme de cette étude, il apparaît que le timbre, s'il ne constitue pas une source primaire de l'écriture de l'histoire, reste une aide précieuse dès lors que l'on s'intéresse aux représentations politiques, culturelles et sociales d'un organisme politique. À travers son existence, l'observateur saisit les préoccupations, les enthousiasmes, mais aussi, en creux, le relatif désintéressement sur un sujet donné, de l'État qui les émet. L'examen de la production philatélique d'un pays permet de repérer les changements d'orientations politiques et idéologiques, les continuités et ruptures, au fil des images dont la valeur émotionnelle est devenue un relais de communication du pouvoir central. Même si les messages apparaissent sans doute plus subtils aujourd'hui que

durant les décennies précédentes, le timbre reste une vitrine officielle et un des supports d'une mythologie nationale⁴¹ en construction.

NOTES

1. Jalila Zaoug, *L'Algérie représentée : le cas du timbre-poste*, mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction d'Omar Carlier, Université Paris I, Panthéon Sorbonne, 2000.
2. Maurice Agulhon, *Histoire vagabonde*, t. I, Paris, Gallimard, 1988, p. 283.
3. *Ibid.*
4. Ministère de l'Information, *L'Algérie à travers le timbre. 1962-1982*, Alger, SNED, 1984, p. 7.
5. *Ibid.*, p. 8.
6. *Ibid.*
7. Sa force dans le discours de légitimation politique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, nous a encouragés à traiter le développement en priorité en dépit d'une présence moins importante que les éléments culturels qui prédominent dans le corpus.
8. Pour l'ensemble des timbres analysés, le code du catalogue Yvert et Tellier est donné entre parenthèses. Pour un accès rapide aux diverses productions, l'on peut consulter le site Internet Algérie philatélie (<http://www.algeriephilatelie.net>) qui rassemble les timbres par année d'émission.
9. Le timbre consacré à la « Liaison Hertzienne Alger-Annaba » (YT, 400) renforce cette idée en traduisant le dynamisme du pays à se couvrir en infrastructures modernes de communication.
10. Gérard Destanne de Bernis, « Les industries industrialisantes et les options algériennes », *Tiers-Monde*, n° 47, t. XII, juillet-septembre 1971, p. 545-563.
11. Pour en comprendre les enjeux et le fonctionnement, cf. Marc Côte, « Révolution agraire et sociétés agraires : le cas de l'Est algérien », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Paris, Éditions du CNRS, 1976, p. 173-184.
12. Jany Brogini, « L'agriculture algérienne dans le plan quadriennal (1970-1973) », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 3, 1971, p. 35-49.
13. À ce propos il convient, pour avoir une vue d'ensemble, de se reporter à Georges Mutin « Implantations industrielles et aménagements du territoire en Algérie », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 55, n° 1, 1980, p. 5-37.
14. Gauthier De Villers, « L'État et la révolution agraire en Algérie », *Revue française de science politique*, 30^e année, n° 1, 1980, p. 112-139.
15. Raoul Weexsteen, « Révolution agraire et pastoralisme », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Paris, Éditions du CNRS, 1976, p. 195-201.
16. En 1970, la vignette pour la « Journée du timbre » (YT, 509) use à nouveau du procédé avant-après : en haut de l'image, légendée « aujourd'hui », un facteur distribue le courrier avec une camionnette, dans un environnement urbain, tandis que dans la partie inférieure, légendée « hier », le facteur officie à dos d'âne dans un village.
17. Les transports aériens sont le sujet de six vignettes entre 1967 et 1972, surclassant les autres modes de transport. Il faut dire que les timbres pour la poste aérienne sont un support tout trouvé pour les représenter, ce qui peut expliquer leur prédominance.
18. En 1983 par exemple, les importations alimentaires représentent 19 % de la valeur totale des importations.

19. Maurice Guetta et Cyrille Megdiche, « Famille, urbanisation et crise du logement en Algérie », *Sociétés contemporaines*, n° 3, septembre 1990, p. 95-115.
20. Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et François Delabarre, *Images d'Empire, 1930-1960*, Paris, Éditions de La Martinière, 1997.
21. Bien que supérieure en termes d'occurrences au thème du développement, son apparition plus tardive dans la chronologie du corpus explique son traitement en deuxième position.
22. La récupération de la « personnalité » algérienne est lancée. Cf. *infra*.
23. Cf. ordonnance n° 76-35 du 16 avril 1976 « portant organisation de l'éducation et de la formation ».
24. Ahmed Taleb Ibrahim, *De la décolonisation à la révolution culturelle : 1962-1972*, Alger, SNED, 1973.
25. L'ordonnance du 26 avril 1968 imposa une « connaissance suffisante de la langue nationale » pour tous les fonctionnaires avec un nouvel examen pour les recrutements externes à partir de 1971.
26. Ahmed Taleb Ibrahim, *De la décolonisation à la révolution culturelle...*, *op. cit.*, p. 222.
27. Cf. à ce propos Jean-Charles Scagnetti, « Identité ou personnalité algérienne ? L'édification d'une algérianité (1962-1988) », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 66, décembre 2003, p. 367-384.
28. Ahmed Taleb Ibrahim, *De la décolonisation à la révolution culturelle...*, *op. cit.*, p. 219.
29. *Ibid.*, p. 224.
30. Cf. pour un panorama complet et comparatif, Annabelle Boissier et Fanny Gillet, « Ruptures, renaissances et continuités. Modes de construction de l'histoire de l'art maghrébin », *L'année du Maghreb*, n° 10, 2014, p. 207-232.
31. Fanny Gillet-Ouhenia, « Pratique artistique et régime de l'image dans l'Algérie post-coloniale : 1962-1965 », *Quaderns de la Mediterrània*, n° 15, 2011, p. 71-77.
32. Cf. dans le dossier proposé, Jean-Charles Scagnetti, « L'émigration représentée, une exception algérienne ? Étude du timbre édité le 17 juin 1968 ».
33. Musées d'Algérie, t. II. l'art populaire et contemporain, collection Art et culture, Alger, Ministère de l'Information et de la Culture, 1971, p. 75.
34. François Pouillon, « Exotisme, modernité, identité : la société algérienne en peinture », dans Kacem Basfao et Jean-Robert Henry (dir.), *Le Maghreb, l'Europe et la France*, Paris, Éditions du CNRS, 1992, p. 210.
35. *Ibid.*
36. *Ibid.*
37. Dans Djaffar Inal (dir.), *Issiakhem, la face oubliée de l'artiste, œuvres graphiques*, Alger, Éditions Mustapha Inal, 2007.
38. Monique Gadant, « L'apolitique culturelle », dans Georges Châtillon et Edwige Lambert (dir.), *Algérie, 20 ans*, Autrement, 1982, p. 243.
39. Ce chiffre est cependant à considérer avec prudence étant donné le petit nombre de timbres émis entre 1963 et 1965.
40. La composition du timbre est très similaire à celui dédié au peuple sahraoui (YT, 641). Voir *supra*.
41. Cf. dans le dossier proposé l'article d'Emmanuel Alcaraz, *Les timbres algériens de 1962 à nos jours, lieux de mémoire de la guerre d'indépendance algérienne*.

RÉSUMÉS

Cette étude entend revenir sur la politique de production de timbres-poste par la République Algérienne Démocratique et Populaire sur un temps long afin de saisir les permanences et les ruptures intervenant dans le traitement des grands thèmes retenus par les divers gouvernements algériens. Les différents positionnements, tant intérieurs qu'extérieurs, sont évoqués au fil d'une chronologie qui tente de remettre en contexte les moments de création par rapport à l'évolution parallèle de la société.

This paper examines the production of stamps in the Algerian Republic over a long period of time in order to seize permanence and changes in the major subjects selected by subsequent Algerian governments. The paper evokes different internal and external positions and follows a chronology which aims at contextualizing the different moments of creation with the parallel social evolution.

INDEX

Mots-clés : lieux de mémoire, communication par l'image, politique, mémoire visuelle, Algérie

Keywords : places of memory, communication through image, politics, visual memory, Algeria

AUTEUR

JALILA ZAOUG

Jalila Zaoug est journaliste à France Télévisions. Elle est titulaire d'une maîtrise d'histoire contemporaine de l'université de Paris consacrée à la production philatélique algérienne.
jalilazaoug@gmail.com